



SYNTHESE DE LA CONCERTATION CITOYENNE

La concertation citoyenne s'est organisée autour de quatre outils de concertation : Strategiezh, Opération Breizh Cop, le Panel Citoyen et l'Atelier Breton.

Le premier, imitant la forme d'un jeu de société, où les participants débattent et définissent une stratégie pour la Bretagne en désignant neuf objectifs prioritaires et des objectifs secondaires, parmi 48 cartes d'enjeux répartis en 8 familles thématiques (Biens communs, Biodiversité, Economie, Bien-être, Déchets, Transports) a été déployé sur tout le territoire, grâce à la co-organisation portée par de nombreuses communes de Bretagne. Une centaine d'atelier-débats citoyens ont ainsi pu être réalisés, permettant de récolter 155 plateaux de jeux complétés par 1088 participants de différents horizons : élus, citoyens, associations, lycéens, entreprises.



Le deuxième, Opération Breizh Cop, est un *serious game* disponible sur ordinateur et tablette où le joueur se met dans la peau de la ou du « Président·e de la Breizh COP ». Il ou elle aménage la Bretagne jusqu'en 2030 en équipant ses différents territoires d'infrastructures, en mettant l'accent sur un développement plus ou moins axé sur l'économie, le bien-être ou l'environnement. Celui-ci reçoit en fin de partie une carte postale de sa Bretagne du futur qu'il peut noter pour exprimer son appréciation du résultat obtenu. On ne dénombre pas moins de 1130 comptes créés, ainsi que 398 parties terminées par les Breton·ne·s qui se sont pris au jeu. **A noter** : 60 % des concerté·e·s touché·e·s par ce support sont compris dans la tranche d'âge 15-29 ans.

Le panel citoyen, constitué de 56 citoyens représentatifs de la diversité de la population (genre, âge, localisation, catégorie socio-professionnelle) et de leur répartition sur le territoire. Après une

première séance présentielle dans 4 villes bretonnes puis 3 rencontres virtuelles pour débattre des valeurs, orientations et objectifs de la Breizh Cop, les participants ont exprimé leur avis sur les 6 objectifs proposés par la Région : Atténuer et s'adapter au changement climatique, Habiter en Bretagne et avoir accès aux services où que l'on vive, Préserver et valoriser la nature, Travailler et se former, Bien se déplacer en Bretagne et hors Bretagne, S'engager et être solidaire. Les panélistes ont majoritairement exprimé leur adhésion aux valeurs et orientations proposées, puis ont suggéré plusieurs actions concrètes, reprises dans la synthèse qui suit.

Enfin, l'Atelier Breton, est une plateforme participative où les Bretons peuvent s'exprimer sur divers sujets et thématiques concernant le développement de la Bretagne. Chacun ici est libre de voter en accord ou en désaccord vis-à-vis de propositions de la Breizh Cop, ou d'en proposer de nouvelles. Ainsi sur les 76 propositions émises, 39 proviennent des citoyens, permettant de faire ressortir des sujets non exprimés initialement. Sur les 37 propositions émises par l'institution dans le cadre de la Breizh Cop, on dénombre 267 votes dont 226 en accord (85%), 22 mitigé (8%) et 19 pas d'accord (7%). Sur les six thématiques proposées trois d'entre elles font l'objet du plus grand nombre des contributions des Breton·ne·s : atténuer et s'adapter aux changements climatiques, travailler et se former en Bretagne, et habiter en Bretagne et avoir accès aux services où que l'on vive.

La plupart des supports de concertation utilisés étaient ouverts et permettaient le débat, l'argumentation, mais aussi la rédaction de propositions et de nouvelles orientations non comprises dans les propositions institutionnelles Breizh Cop. A partir de ces différentes productions écrites, il nous est donc permis de discerner **7 stratégies citoyennes**, répondant pour chacune d'entre elles, sans exception, aux deux objectifs prioritaires identifiés : la lutte contre le changement climatique et l'égalité des territoires et des citoyen·ne·s. Elles n'apparaissent pas ici de manière hiérarchisée.

A/ Sept stratégies régionales citoyennes pour le climat et l'égalité

Pour une filière énergétique renouvelable et locale

Pour répondre au défi de la dépendance énergétique bretonne, les participant·e·s construisent des propositions ou stratégies visant à développer les savoirs et technologies en matière d'ENR accompagnées par une logique locale des circuits énergétiques. Les concerté·e·s se tournent en majorité vers le large : les énergies marines constituent la meilleure alternative à d'autres autres formes d'ENR parfois discutées, notamment les éoliennes terrestres qui génèrent des réactions de type "NIMBY" (Not In My BackYard). Au-delà de cette prédilection vers le secteur marin, conditionnée à la stricte préservation du milieu, les participant·e·s aspirent à une diversification des sources d'énergie, garantissant le respect des milieux, la résilience énergétique et le contrôle des coûts des infrastructures. On imagine ainsi une production d'énergie locale, circulaire, voire domestique, valorisant les déchets. Les unités domestiques de méthanisation contribuent à réduire la précarité énergétique si les informations et leur prix sont démocratisés. Les collectivités interviennent pour faciliter la relation entre agriculteurs, particuliers et structures de recherches. L'objectif avancé est parfois ambitieux, et vise l'export de nos excédents d'énergie et le transfert de nos futures technologies !

Pour un modèle agricole plus responsable

L'agriculture et l'alimentation ont souvent été identifiées comme des enjeux prioritaires, du fait notamment de leur place dans l'économie et le paysage breton. Les concerté·e·s ont dans plus de la moitié des cas, inscrit ces problématiques dans la perspective d'une transition, témoignant d'une volonté importante de transformer le modèle agro-alimentaire breton, qui se doit aujourd'hui d'être plus responsable d'un point de vue écologique et en matière de santé, et s'orienter vers les nouveaux besoins du consommateur. Si certaines rédactions institutionnelles actuelles (« l'agriculture doublement performante ») interrogent, les concerté·e·s conçoivent pourtant une compatibilité entre des objectifs de performance et de transition, mais ils envisagent une stratégie alimentaire bretonne basée avant tout sur la qualité et l'absence d'intrants, où l'élasticité-verte (la sensibilité de

l'acheteur aux questions environnementales et de santé) justifie une hausse des prix et garantit les revenus des agriculteurs.

Pour une Bretagne du circuit-court, du développement local et démocratique

La Bretagne se voit souvent attribuer le rôle d'une terre d'expérimentation sociale, citoyenne et environnementale. Les initiatives individuelles ou collectives, les expérimentations, sont déjà présentes sur le territoire, et doivent se faire connaître et se généraliser. L'engagement citoyen et la responsabilité collective sont définis comme ciment d'une Bretagne exemplaire en termes de transition écologique. Il s'agit de développer ces initiatives dans des réseaux à échelle humaine, mettant le « consomm'acteur » en contact direct avec le producteur, mettant aussi les acteurs locaux au centre des décisions, pour un développement raisonné. La vivacité du tissu associatif et culturel breton, mais aussi les nombreux exemples en matière d'économie sociale et solidaire, servent de référence à ces nouvelles organisations souhaitées. La Bretagne éco-responsable reposera donc sur la force de l'engagement mais également le renouveau de la démocratie participative. La Breizh Cop est pour certain·e-s concerté·e-s, ce premier pas nécessaire et/ou insuffisant vers une plus grande ouverture du dialogue entre citoyens et institutions, qui doivent s'engager et influencer sur l'avenir de la Bretagne.

Pour un rééquilibrage des territoires bretons

Equilibre du territoire pour un équilibre de vie de ses habitants, tel pourrait être le « pitch » de cette stratégie citoyenne, conjuguant bien-être des citoyens et égalité des territoires. L'un des leviers fréquemment mentionnés par les concerté·e-s vise à redynamiser les centralités du territoire. Pour ce faire, le double objectif est de: maintenir les services pour ceux qui restent, tout en faisant revenir des services, notamment de proximité, essentiel au développement du territoire. Cet objectif est partagé dans les communes rurales, littorales et urbaines. Il est toutefois impératif que ces nouveaux aménagements soient adaptés à la diversité des activités économiques, des habitats, du patrimoine, mais aussi à la diversité sociale bretonne, et respecter ces spécificités pour éviter la banalisation des territoires. La centralité est aussi liée à la question de l'attractivité régionale, que ce soit pour les citoyens extérieurs à la Bretagne que pour les bretons vivant déjà sur le territoire.

Pour une Bretagne des proximités, attractive et inclusive

Les participant·e-s ont imaginé plusieurs pistes pour lutter contre les effets de distance et de relégation sociale, et son corollaire de « cités dortoirs ». L'amélioration des réseaux de transports est naturellement évoquée en premier lieu, la réduction de la distance « vécue » passe d'abord par des réseaux de transports efficaces et plus accessibles, notamment dans les communes rurales. En ville comme à la campagne, les transports conditionnent l'accès aux services. La mobilité est donc vue comme un facteur d'inclusion mais aussi comme un levier d'attractivité, permettant d'attirer citoyens et entreprises sur le territoire. L'atténuation des effets de distance passe également par une évolution des manières de travailler, et notamment le télétravail, souvent mis en avant pour ses vertus écologiques et pratiques. La thématique « déchets » est elle aussi pensée en fonction des effets de distances : nécessité de développer des centres de tri au plus près des territoires concernés, évitant ainsi la pollution de l'air par le transport de déchets.

Pour une stratégie numérique prioritairement axée sur la réduction des inégalités territoriales

Le numérique apparaît comme une problématique de premier ordre. Situé sur la ligne de crête entre performance économique et cohésion, il constitue une condition préalable à toute stratégie économique de grande ampleur. Les deux entrées liées au numérique (couverture globale et soutien aux technologies) apparaissent dans la quasi-totalité des ateliers citoyens, tous types de participant·e-s et de territoires confondus. La proposition vise notamment à mettre fin à une dichotomie entre des zones urbaines accueillant toutes les activités et des zones rurales à la traîne.

Toutefois, il ne doit pas renforcer la désertification de certains territoires sous le prétexte que ceux-ci sont désormais connectés à des télé-services. Enfin, malgré les différents plans existants pour mettre fin aux “zones blanches”, de nombreux concerté·e·s expriment de l’impatience ou des doutes quant aux échéances actuellement envisagées.

Pour un habitat adapté aux besoins des citoyen·ne·s, favorable au lien social et à la préservation des ressources naturelles

Les participant·e·s soulignent la nécessité de faire évoluer l’offre d’habitat en fonction des besoins des citoyen·ne·s, et de minimiser le décalage existant entre ces besoins et la taille des logements, leur prix et leur localisation. Toutefois, le constat le plus partagé est qu’un bon logement est d’abord un logement qui existe, faisant passer l’aspect quantitatif devant l’aspect qualitatif, dans la perspective d’une forte pression démographique. Les concerté·e·s soulignent l’importance du logement pour tous, notamment les plus démunis. Le nécessaire développement du logement social apparaît dans toutes les contributions, avec une forme de « saupoudrage » garantissant la mixité et le lien social. La mixité des fonctions à proximité des logements connaît aussi de nombreuses occurrences, tout comme la mise en place de modalités de construire et d’habiter plus respectueuses de l’environnement et du climat. Pour conclure « se loger » semble, être la priorité pour accéder au « Bien-être », condition sine qua non de la sécurité et de la santé des individus.

B/ Quatre profils territoriaux pour une transition sociale et écologique bretonne

En conclusion de l’analyse d’opération Breizh Cop, les représentations des concerté·e·s. permettent de dresser des profils de territoires fonctionnels avec des trajectoires spécifiques :

-**La ville bretonne** est construite comme le territoire de l’économie, mais une économie qui se veut circulaire, socialement solidaire, et surtout écologiquement responsable, notamment sur la question de la lutte contre le changement climatique. Dans le cadre de la concertation citoyenne, **la ville bretonne est la locomotive d’une économie plus responsable.**

- **Le territoire littoral** est désigné comme des espaces à fort potentiel de développement au yeux des Breton·ne·s, mais dans le respect de l’environnement. Cela témoigne d’une attention toute particulière portée par les joueurs à la préservation du littoral mais aussi au maintien d’une activité créative ou productive autre que le tourisme faisant du territoire littoral, **la vitrine d’une Bretagne “propre”.**

-**Pour les territoires ruraux**, les participant·e·s ont majoritairement désigné ces territoires comme assurant le bien-être de ses habitant·e·s et la valorisation des biens communs (énergie, climat, biodiversité et eau). Cela témoigne d’une volonté de valoriser et mieux rétribuer économiquement le rôle des territoires ruraux dans l’équilibre de la Bretagne et de ses ressources. Ceci parachève un profil du territoire rural visant à faire de la **solidarité, des liens sociaux et territoriaux le cœur du développement des territoires ruraux.**

-Enfin, en ce qui concerne le **territoire mixte (péri-urbain)**, à la fois orienté vers l’environnement et le social, il offre un terrain favorable à de nouveaux types d’interactions, basées sur les circuits courts et les solidarités locales (vente directe, covoiturage, recyclage). C’est par ailleurs le territoire où les trois domaines sont les plus équilibrés entre eux, ce qui pourrait tendre à démontrer que ces espaces sont les plus propices au développement durable, et les place comme un territoire hybride, pouvant être le **laboratoire d’expérimentation des nouvelles pratiques d’aménagement durable.**

Pour conclure, parmi les priorités majoritairement identifiées dans l'ensemble des supports de concertation citoyennes 4 objectifs sont issus des enjeux relatifs aux biens communs (climat, énergie, foncier, eau) deux à l'équilibre des territoires, deux à l'économie, un aux transports et un à la santé/Bien-être. Le trio de tête des priorités identifiées (climat, égalité des territoires, mobilité pour tous) renvoie donc à deux objectifs fondamentaux du rapport « Breizh Cop » à savoir l'urgence climatique et environnementale et le risque de fracture ou de « décrochage » territorial en Bretagne.

Cette priorisation des concerté-e-s dans la co-construction de la stratégie régionale d'aménagement et de développement vers les urgences environnementales et les inégalités territoriales et sociales est constatée par le « plateau-type » issu des 155 stratégies citoyennes construites pendant la phase de concertation, par les contributions en ligne sur l'Atelier Breton et les productions du Panel Citoyen, mais également par les tendances dégagées dans l'analyse des données du serious game « Opération Breizh Cop ». Ainsi, parmi les 5 scénarios les plus construits, 3 sont à dominante environnementale, alors que parmi les 5 scénarios les mieux notés, 4 sont constitutives d'orientations sociales et solidaires. Cette double orientation des stratégies citoyennes implique souvent, dans l'analyse qualitative, d'une forme d'acceptabilité -parfois implicite, parfois explicite- d'une nécessaire évolution des pratiques et des modalités d'aménagement dans un effort partagé des citoyens et des territoires.

Cette lecture se trouve enfin confortée par le fait que ces orientations prioritaires sont majoritairement caractérisées comme des objectifs devant être atteints par des modes d'actions revisités, relatifs à la transition (changement des méthodes) et à la cohésion (équilibre de l'effort et engagement de toutes les communautés d'acteurs). Un constat qui permet de postuler qu'une grande partie du public touché par les ateliers-débats citoyens et les supports de concertation se montre favorables aux nouvelles approches environnementales et sociales, y compris au prix d'une forme de « rupture acceptée » dans les modes de développement et d'aménagement bretons évoqués par la Breizh Cop.